1,5 € -N°50 20 nov. 2014

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Contre la violence et le mensonge d'Etat

L'urgence démocratique

Dans la Santé, l'Education, la colère monte

Dossier 14-18 : Maudite soit la guerre !

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

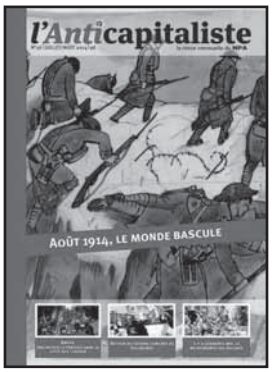
Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

LE MENSUEL



Notre presse à changé de nom : ***Tout est à nous !*** à laissé place à ***L'Anticapitaliste***.

Mais les contraintes restent… C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros…

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-5

- Monnaie : justice pour les victimes de l'amiante
- 6 décembre, lutter ensemble contre le chômage et la précarité
- Un macro-crédit !
- 15 novembre : succès de la manifestation contre l'austérité et les violences policières

Dans la santé, Ecole p.6-7

- Créer les conditions d'une convergence inter-hôpitaux, syndiqués, non syndiqués
- CHU : nouvelles coupes d'hôstérité
- Suppressions de RRS : la colère explose
- Les «Thénardiers» de l'EN ne doivent plus faire régner la terreur

Elues NPA p.8-9

- Cenon : vers la métropole à marche forcée
- Gratuité des transports !
- Vidéo surveillance : fausses solutions à de faux problèmes
- Lormont : un budget drastique

Dossier 14-18 p.10-12

- L'impérialisme, cause de la guerre
- L'union sacrée et la faillite du mouvement ouvrier
- L'Aquitaine dans la guerre

Féminisme p. 13

- AG du Collectif en lutte des étudiantes féministes
- Anniversaire de la mort de Flora Tristan

Internationalisme p. 14-15

- Soutien à Kobané
- G.I. Abdallah, acharnement d'Etat
- Jeunes du NPA : réunion publique sur la Palestine, l'Irak et l'impérialisme

A lire, à voir p.15-16

- *Viva*, de Patrick Deville
- *Carnet de Ferdinand*, de Guillaume Pastureau
- *En France*, de Florence Aubenas

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Contre la violence et le mensonge d'Etat, l'urgence démocratique

Violence et mensonge constituent l'essentiel de l'actualité de la politique gouvernementale. Violence sociale, concrétisée par la présentation du budget 2015, qui est une véritable provocation à l'égard de la population. Violence policière, dont l'assassinat de Rémi Fraisse est l'illustration la plus dramatique de l'accentuation de la répression des manifestations par les forces de l'ordre. Enfin, mensonges au sommet, dont la liste est interminable…

Le mensonge comme politique

Il peut sembler invraisemblable que des hommes politiques chargés des plus hautes fonctions de l'Etat puissent enchaîner une telle accumulation de contre-vérités patentes. Mais derrière cette posture surprenante, il y a une politique : ils font leur travail de serviteurs de ceux qui tirent réellement les ficelles dans notre société.

Ils le font à travers les politiques d'austérité qui, sous prétexte de réduire les déficits, assurent les profits des grandes sociétés et de leurs actionnaires, même si cela conduit la société à la ruine. Ils le font en réprimant sans aucun état d'âme le mouvement social.

Mais ils le font aussi en mentant de façon éhontée, et tant pis s'ils apparaissent pour les charlatans qu'ils sont : alors que le capitalisme est dans une des crises les plus profondes de son histoire, étouffant sous ses propres contradictions, il s'agit d'en masquer les véritables causes, qui résident dans son mécanisme même. Alors, Hollande fait comme si tout dépendait de lui, de « sa » politique, de « sa » volonté, du sacrifice même de son avenir politique à « l'intérêt général »... Et ceux qui, de Le Pen à Sarkozy en passant par Juppé ou les « frondeurs » du PS, prétendent qu'ils feraient mieux que Hollande s'ils étaient à sa place, mentent de la même façon, et pour les mêmes raisons.

Tout ce beau monde ne propose que des variantes d'une même politique, basée sur un même mensonge fondamental : il n'y aurait pas d'autre système économique possible que celui d'un capitalisme, plus ou moins régulé, plus ou moins libéral, plus ou moins « sauvage »... mais toujours aussi destructeur parce que soumis à la loi du profit maximum, aux lois du marché et de la concurrence.

Une autre politique est urgente et possible

Aucune politique ne sera capable d'inverser la marche à la dégradation sociale, économique, écologique et démocratique qui ne cesse de s'accentuer tant qu'elle ne mettra pas fin à sa véritable cause : le pouvoir économique d'une minorité sur l'immense majorité de la population.

Une telle politique est urgente, elle est aussi possible. Elle trouvera son origine et sa force dans les luttes sociales qui, même si elles ont du mal à s'organiser et à converger, sont bien vivantes, comme celles menées aujourd'hui par les jeunes contre les violences policières. Les luttes pour dire non aux politiques d'austérité, imposer la répartition du travail entre toutes et tous, avec des revenus permettant à chacun de vivre. Dire non également aux grands projets inutiles, exiger la justice contre les exactions de l'Etat répressif, imposer une véritable démocratie.

Mais cette démocratie ne saurait exister sans la prise de contrôle, par la collectivité, des leviers économiques de la société. L'expropriation des banques et la constitution d'un monopole bancaire placé sous le contrôle démocratique de la population est une condition nécessaire pour assurer le financement d'un système de production et d'échange libéré de la course au profit et à la productivité. Une telle économie, s'appuyant sur une planification démocratique, serait enfin capable de produire en fonction des besoins réels de la population. Elle offrirait aussi la seule issue possible à la crise environnementale.

Une utopie ? Non, la seule alternative sociale, économique, écologique et politique raisonnable à la violence et aux mensonges d'Etat qui sont devenus la politique du capitalisme.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Monnaie de Pessac :
Justice pour les victimes de l'amiante !

Fin octobre, un camarade du monnayage est décédé d'un cancer dû à l'amiante, suite à une exposition reconnue dans l'usine de Pessac. Dans les ateliers, la nouvelle a provoqué à la fois tristesse et colère, d'autant que Régis était encore en activité quand il est tombé malade. En quelques années, entre les établissements de Pessac et de Paris, il y a eu 8 décès et 17 malades dus à l'amiante d'après nos comptes, car tous n'ont pas été reconnus officiellement.

Malgré cela, l'établissement n'est toujours pas reconnu amianté. Pourtant, deux dossiers ont déjà été montés, prouvant qu'il y avait une utilisation importante de l'amiante à la Monnaie, sans les moyens de protection suffisants… alors que ce produit était reconnu toxique depuis des décennies. Mais comme pour d'autres entreprises publiques, le ministère, à la fois juge et partie, a laissé le dossier au fond de la pile.

Du coup, seule une partie du personnel a un suivi médical amiante dans l'usine. Pour la reconnaissance de la maladie professionnelle, à l'inverse du privé, il n'y a pas de recours possible au CRRMP (*Comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles*), comprenant des médecins non liés directement à l'entreprise. A la Monnaie, c'est le DRH adjoint qui préside une commission équivalente, sans droit de regard ni même information des salariés, au nom du « secret médical » bien évidemment !

Pas étonnant que les collègues aillent au tribunal de plus en plus souvent pour faire reconnaître la maladie professionnelle. Ils se sont regroupés dans une association pour cela, SOS Monnaie, qui a gagné tous ses procès pour « *faute inexcusable de l'employeur* ».

L'attitude de la Direction s'est durcie contre l'association : appels permanents des décisions des tribunaux, poursuite pour diffamation et surtout dénonciation permanente de SOS Monnaie, présentée comme une organisation « *extérieure* » qui « *s'attaque à l'entreprise* » : le PDG a même parlé de « *tentative d'extorsion* » !

Le 29 octobre, lors du CE, le syndicat CGT et l'association ont travaillé une déclaration commune pour dénoncer le décès de notre camarade dû à l'amiante, dénoncer « *l'acharnement* » de la direction contre SOS Monnaie et exiger la reconnaissance amiante de l'établissement. Justice et réparation pour les victimes, c'est bien la moindre des choses dans ce scandale de l'empoisonnement par l'amiante.

Laurent Delage

Lutter ensemble, contre le chômage et les précarités...

… c'est sur ce mot d'ordre qu'aura lieu le 6 Décembre la 12ème édition de la manifestation organisée par les associations de lutte contre le chômage, soutenues par des syndicats et partis politiques à Paris et dans de nombreuses villes.

A Bordeaux, il faut noter que la CGT qui n'a pas participé aux réunions unitaires pour cette manifestation et alors que tout est planifié, tracts tirés, banderole peinte, diffs programmées, invite à une réunion le 17 novembre pour préparer une manifestation… le 6 décembre ! L'unité est vraiment un combat…

Cette année 2014, une nouvelle Convention Unedic aggrave encore la situation des chômeurs, des précaires, de toute la classe ouvrière en fait directement ou indirectement. Alors que « la courbe », loin de s'inverser, s'aggrave (80% des embauches en CDD, 5 millions de chômeurs, 10 millions sous le seuil de pauvreté…) face à une courbe des profits qui, elle, progresse grâce entre autres aux dizaines de milliards de cadeaux de ce gouvernement aux entreprises.

Depuis plusieurs mois maintenant, des Coordinations à l'initiative des Intermittents se sont mises en place, comme la CIPG, cherchant à regrouper tous les précaires et chômeurs quelle que soit leur situation. Cherchant aussi à construire ce tous ensemble plus que jamais nécessaire avec tous ceux et toutes celles qui veulent mener la lutte contre le patronat et son gouvernement.

Cette manifestation s'inscrit totalement dans cette construction du rapport de force à mener.

Jacques Raimbault

Tous à la manif, le 6 décembre à 15 h,
place de la Victoire à Bordeaux,

avec :

AC ! gironde, Cip gironde, Dal 33, Attac 33, Ldh33, Hacktivisme, Opa, Mpep, Solidaires Pôle emploi, Cgt Pôle emploi, Solidaires 33, Gu, LO, NPA, Pg33

Nos vies, pas leurs profits

Un macro-crédit !

Le CICE « *crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi* » lancé en 2012, représente plus de 10 milliards par an d'aides aux entreprises en déduction fiscale. Un dispositif qui fait partie des 40 milliards du pacte de responsabilité.

Pour y avoir droit, il faut être patron, en faire la demande et avoir au moins 1 salarié. Conditions draconiennes comme on voit ! quoique moins que pour une demande de RSA !

Cette réduction d'impôt représente 4% de la masse salariale pour les salaires qui n'excédent pas 2,5 fois le Smic. Et l'année prochaine, cela montera à 6 %.

En Aquitaine, cette mesure a bénéficié à 17 000 entreprises pour un montant de 375 millions d'euros. Le journal *Sud Ouest* a mis en lumière certains d'entre eux. On ne peut pas dire qu'il s'agit de petites entreprises au bord du gouffre sur le point de disparaitre sous les coups de la crise économique mondialisée… !

Par exemple :

- GT Logistics à Bassens, 800 salariés, 52 millions de chiffre d'affaires, va gagner 600 000 euros dans l'histoire et « *cela va nous permettre d'être plus compétitifs* » dit son PDG.
- Groupe aéronautique Lauak à Hasparren, 820 salariés, 80 millions de chiffre d'affaires, économisera 400 000 euros et explique que « *c'est une vraie bouffée d'oxygène* ».
- Banque populaire Aquitaine, 1960 salariés, 355 millions de produit net bancaire, aura un banco de 3 millions d'euros et dit « *nous utiliserons cette somme pour lisser les conséquences sociales de réorganisations* » ! (en clair, ils ont supprimé des emplois)
- Filhet-Allard, courtier en assurances, à Mérignac, 900 salariés, 136 millions de chiffre d'affaires, ramasse 650 000 euros et prévoit 1 million l'année prochaine (ils ont déjà calculé) « *pour nous aider à créer 70 emplois en 2014* » qu'ils disent !

Valls a dit « *j'aime l'entreprise et les patrons* ». Un amour fou qui nous coûte cher et que nous ne partageons pas !

J.R.

Samedi 15 novembre

succès de la manifestation contre l'austérité et les violences policières

Près de 800 manifestants se sont retrouvés place de la Comédie à Bordeaux, comme dans une trentaine de villes à travers la France, à l'appel du Collectif 3A (Pour une Alternative à l'Austérité). Derrière la banderole unitaire « *Pour une alternative sociale, écologique, économique et politique* » c'est un cortège mélangé avec les drapeaux et badges des diverses organisations syndicales (CGT Finance, FSU33, …), politiques (NPA, PG, Ensemble, PCF, …) et associatives (AC !, ATTAC, COSS33,…) qui a parcouru les rues de Bordeaux pour dire notre opposition au budget d'austérité qui ne prépare que de nouveaux reculs sociaux. Nous avons aussi dénoncé cette politique répressive qui ne vise qu'à museler ceux qui refusent les politiques patronales et gouvernementales et qui a conduit à la mort de Rémi Fraisse. Appel a été fait à rejoindre le rassemblement en son hommage et contre toutes les violences policières qui aura lieu samedi 22 novembre à 16h place de la Victoire.

Dans la continuité de la manifestation du 12 avril, ce succès des manifestations du 15 novembre est un encouragement pour construire la riposte contre l'ensemble de ces politiques d'austérité qui ne répondent qu'aux exigences du MEDEF. L'occasion aussi d'ouvrir un large débat entre toutes les forces politiques, syndicales et associatives sur la nécessité de reprendre l'initiative pour construire par nos mobilisations une alternative aux politiques gouvernementales. Un débat est organisé par la collectif 3A jeudi 11 décembre à 20h à l'Athénée Municipal de Bordeaux.

Bruno Bajou

Dans le contexte actuel de régression sociale, le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire a besoin de toutes les énergies, de toutes les solidarités, entre autres financière. D'ici la fin de l'année, nous avons besoin de 400 000 euros. C'est nécessaire, et possible. N'oubliez pas que sur 3 euros donnés, 2 sont défalqués de vos impôts. Profitez-en, exprimez généreusement votre solidarité !

Par chèque, à l'ordre de « NPA souscription » et à renvoyer à :
NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Par carte bancaire : http://souscription.npa2009.org

Dans la santé

Créer les conditions d'une convergence inter-hôpitaux, syndiqués, non-syndiqués

Sur Bordeaux, une vingtaine de militants CGT et SUD renforcés par un militant CNI (Coordination nationale infirmière), travaillent ensemble depuis plusieurs mois dans le cadre du mouvement national de « Convergence des Hôpitaux en lutte » (cf *Anticapitalistes* n°49). Ainsi, le 18 novembre prochain, nous serons plus de quinze à participer à la manifestation parisienne à l'appel de ce mouvement contre les plans d'austérité dans les hôpitaux. Une manifestation qui devrait ensuite rejoindre le rassemblement de la fonction publique devant l'Assemblée nationale.

Le 16 octobre dernier, jour de mobilisation à l'appel de la CGT, rejointe localement par Solidaires et la FSU, nous avions décidé d'appeler, en tant que « Convergence » à un pré-rassemblement aux abords de Pellegrin, principal établissement du CHU, et de Charles Perrens, pour rejoindre en cortège le rassemblement interprofessionnel à la Préfecture.

Nous nous sommes retrouvés aux alentours de 200, avec le soutien de militants de Solidaires 33 qui avait prété son camion sono. Un petit succès à notre échelle, même si cela reste modeste au vu de ce qu'exigerait la situation. Et notre cortège a été d'autant plus remarqué à la Préfecture que notre banderole appelant à la Convergence contre l'Hôstérité a pris de façon naturelle la tête de la manif (de 2000 à 3000 personnes) jusqu'à l'ARS.

Nous étions également présentEs l'après-midi lors de l'action appelée par le Collectif bordelais pour les droits des femmes dans le hall du CHU. Ce rassemblement visait à protester contre la suppression d'1/2 emploi de psychologue au Cauva (Centre d'Accueil en Urgence des Victimes d'Agression) par le CHU du fait des baisses de financements de l'Etat. Un rassemblement remarqué dans le Hall d'accueil avec des prises de parole des différentes participantes expliquant les conséquences bien concrètes pour les personnes victimes qui ne pourraient être prises en charge par unE psychologue (et dont 53 % sont des femmes et parfois des enfants). Le collectif a ainsi pu obtenir un rendez-vous avec la Direction du CHU. A suivre donc...

Une journée militante bien remplie donc, qui a permis d'amplifier les liens et les... convergences.

Isabelle Ufferte

CHU : nouvelles coupes d'Hôstérité

Depuis mi-septembre, l'offensive s'accroît dans les hôpitaux. Après la cour des Comptes qui a appelé le gouvernement et les hôpitaux publics à une gestion plus « ferme » des dépenses de personnel hospitalier, c'est la FHF (Fédération Hospitalière de France) qui a fait part de ses « propositions » dans une feuille de route détaillée pour les directions d'hôpitaux et le gouvernement. Objectif : de 5 à 7 milliards d'économies, qui pourraient être obtenues grâce à la remise en cause des accords RTT (réduction du temps de travail) et un maximum de 15 RTT par an (alors que nombre d'hôpitaux avaient maintenu la journée de 8 h donnant droit à 18 RTT, voire plus en fonction des situations locales) ; mais aussi remise en cause de tous les accords allant au-delà de ce qui est strictement réglementaire, en particulier pour tout ce qui a trait au temps de travail et à l'avancement.

Au CHU de Bordeaux, la direction n'a pas attendu ces bons conseils. Si elle n'a pas à ce jour touché aux RTT (difficile puisque leur nombre va de zéro pour ceux qui sont en 7h/j à 14 RTT pour les roulements en 7h30/j), elle multiplie des remises en cause.

Après avoir supprimé les jours de congés locaux avant les départs en retraite, passé au crible et supprimé toutes les primes non « réglementaires », elle vient de décider, malgré l'opposition unanime des syndicats, d'allonger le temps de passage entre les échelons pour les personnels de catégorie A et B (la moitié des effectifs). Cette nouvelle mesure est une attaque supplémentaire sur les salaires dont l'évolution sera ainsi ralentie alors que, déjà, le point d'indice de la fonction publique est gelé depuis juillet 2010 !

Des attaques face auxquelles il est à ce jour difficile de mobiliser, les personnels étant aux prises avec mille difficultés dans les services, mais qui sont toutes vécues comme des provocations supplémentaires.

I.U.

Suppressions de RRS (Réseaux de réussite scolaire)

La colère explose !

A la rentrée 2015, six RRS de Gironde (anciennes ZEP, Zones d'éducation prioritaire) seront supprimés : Lussac, Guîtres, Berthelot-Bègles, Cadillac, Salles et Saint-Symphorien ; trois seront créés au Grand-Parc, Coutras et Sainte-Foy-la-Grande.

L'annonce des suppressions a fait l'effet d'une bombe dans ces secteurs qui concentrent la difficulté scolaire et sociale, et pour lesquels le RRS est une aide indispensable et a fait la preuve de son efficacité.

Les conséquences, vite évaluées par les parents, enseignants, élus, s'avèrent catastrophiques : augmentation des effectifs par classe (qui pourront atteindre 30 élèves), suppression de classes, de postes de personnels d'éducation, fin de l'accueil des enfants de deux ans, suppression des maîtres surnuméraires, fin de certaines sorties sportives, culturelles ou pédagogiques…

Des assemblées générales ont très vite eu lieu, comme le 6 novembre, au collège de Lussac, où 250 personnes se sont rassemblées (enseignants, parents, élus des différentes communes, intersyndicale CGT, FSU, UNSA). Dans les autres secteurs, la mobilisation était aussi très forte et déterminée. A Bègles, un collectif de défense de l'école publique s'est constitué.

Les initiatives se sont multipliées : écoles mortes, rassemblements, manifestations, diffusions de tracts sur les marchés et dans la rue, pétitions, où le nombre de participants témoigne de la colère face à la gravité de l'attaque et ses conséquences.

La situation est d'autant plus dramatique en secteur rural que les services publics et sociaux sont éloignés, que nombre de communes n'ont ni centre culturel, ni médiathèque et des installations sportives souvent réduites, alors que ces secteurs très défavorisés, concentrent beaucoup de pauvreté, de difficultés sociales. Avec les RRS, c'est aussi la colère contre la régression des services publics et sociaux dans le rural qui explose.

Mercredi 12, 400 personnels des écoles et collèges, parents et élus, se sont rassemblés devant le rectorat pour exprimer leur colère. Jeudi 13, la grève a été massive dans le secteur de Lussac et de Guîtres (95 % de grévistes), plus de 200 personnes se sont rassemblées à Libourne pour crier leur refus du démantèlement des RRS, avant de partager un repas de lutte. Samedi 15, le rassemblement de Bègles a regroupé près de 200 personnes.

Tous déterminés à sauver les RRS ! Tous déterminés à contester les politiques d'austérité à l'école et à lutter contre les inégalités scolaires ! La mobilisation continue !

Christine Héraud

Les « Thénardier » de l'Education Nationale ne doivent plus faire régner la terreur

Certains précaires de l'Education Nationale ne supportent plus d'être traités comme des esclaves et se rebiffent, collectivement, pour faire valoir leurs droits. Etude de cas :

Début novembre, Madame X, A.V.S., reçoit un mail du service stipulant qu'elle doit venir signer son renouvellement de contrat. Patatras, le lendemain, elle reçoit un nouveau mail stipulant qu'elle ne sera finalement pas renouvelée. Cette méchante dame a été finalement trop absente ces derniers temps !

Eh oui, faut dire que Madame X s'est séparée de son mari violent début septembre, épreuve ô combien difficile. Certes, elle a dû s'arrêter 15 jours suite à un état de fatigue physique et psychologique très avancé, mais est-il interdit de se soigner ?

Une fois remise, Madame X retourne à l'école et continue son travail, salué par tous depuis le début de son entrée en fonction. Peu de temps après, un soir, en rentrant du boulot, Madame X eut un accident de la route. Un chauffard lui a coupé la priorité, bilan : voiture épave et trois semaines de repos avec minerve obligatoire et compagnie.

Quelle honte pour Madame X, s'absenter pour se soigner, c'est interdit !

Outré par cette situation, un groupe de précaires a donc décidé d'intervenir directement dans les locaux des « Thénardier » qui ont osé virer Madame X. Une fois passés les portiques de sécurité, la surprise fut totale au Rectorat et pour une fois, la peur a changé de camp. Gentiment mais fermement, le petit groupe avec Madame X a demandé des comptes aux chefs. Menacés d'informer la presse, les « Thénardier » ont décidé de revenir sur leur décision. Madame X obtient sur le champ une proposition de renouvellement de contrat.

Unis et solidaires, les précaires sont une force ! Tant qu'il le faudra, continuons le combat !

Bixente

Elues NPA

Au conseil municipal de Cenon

Le compte rendu d'activité de la CUB, uniquement porté à la connaissance des élus et pas soumis à leur vote, m'a permis d'intervenir sur des aspects de la politique communautaire, soumise aux intérêts privés au détriment des populations et du service public, notamment sur la question de la métropolisation et des transports.

Christine Héraud, élue NPA à Cenon

Vers la métropole à marche forcée

La métropole, qui s'inscrit dans la réforme territoriale pilotée par les politiques austéritaires de Sarkozy et Hollande, est en train de se mettre en place, à marche forcée pour les communes. L'objectif affiché : réduire les dépenses. Selon Vallini, le secrétaire d'Etat à la réforme territoriale, la « *suppression des doublons* », va permettre d'économiser entre 12 et 25 milliards par an. Pour la CUB, qui devient métropole, les coupes budgétaires sont déjà là : - 60 millions d'euros sur la période 2013-2017, après les - 4,3 millions d'euros en 2013.

Cenon est sur le pied de guerre, comme les autres communes de la CUB, pour faire un état des lieux et une mise à plat des 9 domaines de compétences destinés à être mutualisés, c'est-à-dire à sortir des compétences propres de la commune. Il s'agit entre autres, des finances, ressources humaines, commandes publiques, économie et emploi, et de tout ce qui relève de la gestion et des investissements sur le domaine public.

Si beaucoup de maires, comme le maire de Cenon, ont fait le calcul qu'ils ont beaucoup à perdre, aucun n'a fait entendre sa voix pour combattre les méfaits de cette réforme.

Principal sujet d'inquiétude : les transferts de personnels. Qui dit économie d'échelle, suppression des doublons, dit bien sûr suppression de postes et réduction des personnels avec une dégradation des conditions de travail et de services rendus aux usagers. Le transfert, ce n'est pas pour tout de suite, nous dit-on, pour éluder le débat sur ses conditions. Militant-e-s et élues du NPA, nous lutterons sans attendre avec les personnels communaux, pour le maintien des statuts et de tous les avantages acquis pour les personnels qui seront transférés, l'alignement par le haut des régimes indemnitaires, et avec la population, pour le maintien et le développement des services public de proximité.

Gratuité des transports !

Pour l'année 2013, Keolis annonce un déficit global du réseau TBC de 120 millions d'euros, et en a profité pour augmenter le prix du ticket de 6 % depuis juin ! La Contribution forfaitaire d'exploitation versée par la CUB au requin Kéolis est, elle, de 183.31 millions, c'est-à-dire 63 millions de plus. Nous dénonçons le coût facturé à la collectivité par Kéolis, qui vise avant tout, comme toutes les délégations de service public à enrichir les actionnaires des grands groupes, au détriment des usagers.

Le prix des tickets pourrait baisser, voire on pourrait aller vers la gratuité pour les usagers… en imposant une régie publique du transport, contrôlée par la population, qui coûterait moins cher à la collectivité et permettrait une incitation au transport en commun, comme solution sociale et environnementale. Une bataille urgente à mener puisque nous approchons du terme de la délégation faite à Kéolis.

Vidéosurveillance : fausses solutions à de faux problèmes

Comme je l'ai toujours fait au Conseil municipal, avec le PC et les Verts (et cette fois avec un élu PS de la majorité), dès sa mise en place, je me suis opposée à la troisième extension du réseau de vidéosurveillance à Cenon. Elle est tout à fait dans l'air du temps… énorme marché pour le privé, en pleine expansion ! Les sociétés qui commercialisent et les collectivités qui s'équipent prétendent répondre à l'aggravation du « sentiment d'insécurité ».

Or, toutes les enquêtes confirment que le sentiment d'insécurité est en bien plus forte hausse que la réalité des agressions et de la délinquance. Il est avant tout lié à un sentiment d'abandon qui se développe dans les milieux les plus fragilisés par la crise, avec le recul des services publics, le recul des liens humains et de solidarité, la peur du chômage…

C'est l'insécurité sociale qui en est la véritable cause et la seule réponse, c'est de lutter contre les conséquences de la crise et la dégradation qu'elle entraîne dans nos communes.

Les solutions sont dans des politiques de prévention, d'augmentation des intervenants sociaux dans les quartiers et surtout, de lutte contre le chômage et la précarité.

C.H.

Lormont : un budget drastique

Un budget amputé de 850 000 € (sur un budget prévisionnel d'environ 30 millions d'€) a été présenté par la majorité socialiste au Conseil municipal d'octobre, conséquence du budget 2015 du gouvernement avec 21 milliards en moins de dépenses publiques. Inouï !

Cette politique entraîne des non remplacements de départs à la retraite et des bas salaires, alors que tout augmente : le coût du timbre (+7 %), du gaz, de l'électricité, que les allocations et retraites sont abaissés, les impôts élargis à de plus en plus de populations. Le point d'indice de la Fonction publique des territoriaux, gelé depuis 2010, le sera encore jusqu'en 2017. Depuis 2000, il a perdu 13,8 % par rapport à l'inflation.

La situation est d'autant plus grave que Lormont est grevée par les prêts toxiques contractés pour refinancer des prêts toxiques, et dont la durée a été doublée de 15 à 30 ans ! Les durées trop longues et les taux élevés font payer à la commune un supplément d'intérêts très important, même lissé dans le temps, dont le surcoût représentera des millions d'euros et donc, de nombreux emplois.

Pour le moment, la municipalité ayant attaqué Dexia sur ces 4 prêts, ne paie qu'un taux de 4 % au lieu de 14 % jusqu'au jugement en 2015. Mais le 10 juillet, l'Assemblée et sa majorité socialiste ont voté une loi qui empêche les collectivités d'attaquer Dexia et les banques pour des emprunts toxiques. Il sera donc très difficile de gagner, sauf si la population s'en mêle.

Le PC, pour la première fois depuis 13 ans, a menacé de ne pas voter le budget de la majorité de gauche à laquelle il appartient si le budget national « d'austérité » n'était pas modifié, tout en appelant à un « *nouveau rassemblement majoritaire à gauche* », encore un…

Cette politique de tous les partis institutionnels, de la gauche à l'extrême droite, obnubilés par leur élection et la défense des capitalistes, ne sera pas contrée par une nouvelle union de la gauche. Comme l'annulation de la dette illégitime, elle ne pourra être imposée que par des mobilisations en France et en Europe.

Mónica Casanova, élue NPA à Lormont

Fête du NPA 33

150 personnes sont venues faire la fête avec le NPA 33 le samedi 22 octobre. Une journée riche avec une projection-débat sur les guerres impérialistes actuelles, des expos, des vidéos, une présentation de BD par son auteure Virginie Mejescazes, bien sûr une allocution de Philippe Poutou, une grande paella fraternelle… et un concert du chanteur Patrice Caumon qui a gagné les rires du public.

Particulièrement suivi, le débat sur la convergence des luttes a été le rendez-vous des animateurs des luttes en cours ou récentes sur la région : militants syndicaux cheminots et de la Poste, de la santé avec la mobilisation à l'hôpital Charles Perrens et la « convergence contre l'Hôstérité », acteurs de la mobilisation des intermittents et précaires qui continuent à se mobiliser chaque semaine depuis cet été, des résistances dans la jeunesse… Débat riche avec de nombreuses interventions racontant les expériences de luttes, posant le problème de la reconstruction d'un rapport de force pour mettre un coup d'arrêt aux attaques du Medef et de son gouvernement. Une camarade intermittente posait le problème : « *la convergence, ok, mais pour aller où ?* »… débat dans lequel le NPA avance et discute la question de la perspective politique, le pouvoir pour les travailleurs.

Pour retrouver quelques bons moments de la fête, allez voir la vidéo, sur le site **talence.agv.free.fr** ou **www.npa33.org.**

F.M.

Formation NPA
1914-2014 : il y a cent ans, la première guerre mondiale

Maudite soit la guerre !

En pleine crise politique, un centenaire comme celui de la guerre de 14-18 est l'occasion pour Hollande d'essayer de ressouder les rangs autour de la patrie en prenant la posture du combattant anti « *french bashing* », du défenseur du « *patriotisme social* ». Le 11 novembre, il y est donc allé de son couplet : « *commémorer ce n'est pas uniquement se souvenir des morts, mais aussi rappeler notre devoir pour la paix, la sécurité, les droits de l'homme et la démocratie. A chaque fois qu'apparaissent les nationalismes, les idéologies de haine et les séparatismes, nous devons nous souvenir de l'engrenage infernal de l'été 1914, parce que la paix est en équilibre, à la merci des fanatismes.* » Avant de conclure : « *C'est pourquoi la paix a besoin de militaires.* » !

Les mots creux sur la paix et la démocratie servent à justifier le militarisme d'aujourd'hui, celui des interventions militaires en Afrique et au Moyen Orient, au service des intérêts de la bourgeoisie française.

Pour notre part, le centenaire de la grande boucherie de 14-18 est l'occasion de chercher à comprendre comment l'impérialisme de la fin du 19ème siècle a engendré ce premier conflit mondial. Comprendre aussi comment le mouvement ouvrier, si puissant avant-guerre, s'est effondré en se ralliant à l'union sacrée guerrière. Ce sont des questions que nous mettons en discussion lors de notre formation du 22 novembre et que nous présentons rapidement dans ce dossier.

L'impérialisme, cause de la guerre

« *On croit mourir pour la patrie et on meurt pour les industriels* » écrivait Anatole France à l'époque. Force est de constater qu'on est encore bien loin de cette vérité quand on regarde les manuels d'histoire. Le plus souvent, ils expliquent la guerre de 14-18 avec l'attentat de Sarajevo, la montée du nationalisme, l'engrenage des alliances et des déclarations de guerre qui aboutissent à la conflagration générale. A l'occasion du centenaire, les profs d'histoire-géo ont reçu aussi de leur hiérarchie nombre de messages les pressant de commémorer, au nom du « *devoir de mémoire* », au nom des sacrifices consentis… une logique toute patriotique qui entretient finalement les préjugés nationalistes et anti-allemands : s'il y a eu la guerre, ce serait parce que les Allemands étaient trop conquérants, ceux qui avaient volé l'Alsace et la Lorraine, etc.

Otto Dix, une de ses 50 gravures sur la guerre, **Der Krieg** *(1924)*

Comme pour les conflits actuels, où les grandes puissances cherchent à dissimuler leur politique de domination pour les marchés et les matières premières derrière de grandes phrases sur la défense de la démocratie et la lutte contre le terrorisme, les principales causes de la guerre de 14-18 sont la concurrence des bourgeoisies et de leurs Etats pour le partage du monde. Les seuls à l'expliquer furent les militants du courant marxiste, comme Lénine et Rosa Luxembourg au sein de la 2ème Internationale, présentant « *la guerre comme une confrontation du capitalisme parvenu à son âge impérial* ».

Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine explique que quelques années avant la guerre, la conquête coloniale est arrivée à un point indépassable : il n'y a plus de territoires à conquérir !

Depuis les années 1870, l'économie capitaliste a progressé fortement. Une concentration extrême des capitaux et une économie monopolistique dominée par les trusts et les cartels entrainent les bourgeoisies européennes dans une course en avant pour conquérir de nouveaux territoires, s'approprier des matières premières, trouver de nouveaux marchés pour leur production, exploiter une main d'œuvre bon marché, investir aussi des capitaux.

En 1914, l'empire colonial britannique comptait 393 millions d'habitants et s'étendait sur 33,5 millions de km^2 ! La France, second plus grand Empire, possèdait un Empire colonial de 55 millions d'habitants et l'Allemagne « seulement » 12 millions d'habitants pour un empire de 3 millions de km^2. En retard dans la conquête coloniale, mais dynamique sur le plan industriel, la bourgeoisie allemande ne pouvait pas se passer elle aussi d'un empire. On a donc une concurrence qui entraîne une accélération de l'impérialisme. Une conférence à Berlin, en 1885, qui réunissait toutes les grandes puissances pour se partager l'Afrique, énonça les règles de ce grand jeu du partage. Le document final prévoyait premièrement, que tout « *État civilisé* » - entendre « tout État européen » - occupant une région de la côte africaine se verrait reconnaître tous les droits sur l'intérieur du pays, à la condition qu'il occupe effectivement le terrain. Deuxièmement, que chaque « *État civilisé* » pouvait étendre sa zone d'influence... jusqu'à ce qu'il rencontre la zone d'influence d'un autre « *État civilisé* ».

Toutes les conditions se mettaient peu à peu en place pour que la conquête des colonies débouche sur une conflagration générale entre puissances concurrentes…

Face à la guerre, l'union sacrée et la faillite du mouvement ouvrier

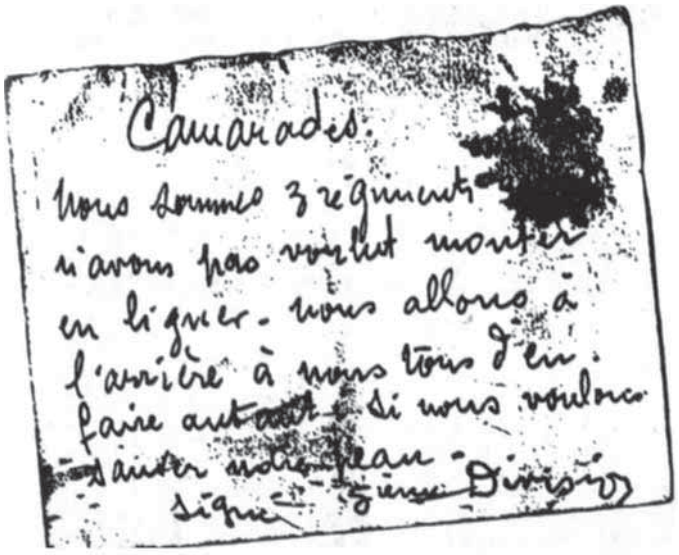
Fréquemment, dans les émissions et les débats qui entourent ce centenaire, revient une question : « *comment des millions de gens ont-ils pu accepter cette horreur ?* ». Une question légitime bien sûr, tant cette guerre a fait de victimes, près de 19 millions de morts, plus de 21 millions de blessés.

Le nationalisme a largement joué son œuvre pour embrigader des populations et leur faire accepter d'aller dans les tranchées. La 3ème République, fondée sur la défaite face à l'Allemagne en 1870 et sur l'écrasement de la Commune de Paris, n'a eu de cesse de multiplier cette propagande meurtrière, à travers les symboles, les fêtes, l'éducation…

La répression a elle aussi joué un rôle déterminant. Un ancien combattant expliqua que les soldats « *ont eu le courage de ceux qui ne pouvaient pas faire autrement* ». Les « fusillés pour l'exemple » s'élèvent pour l'armée française à plus de 1000 pour toute la guerre, dont 612 pour désobéissance militaire, et cela, dès les premières semaines du conflit.

Et puis, il y a l'« *Union sacrée* », ce ralliement à la guerre de toutes les forces politiques et syndicales, y compris de celles qui tenaient des discours pacifistes et anti-impérialistes quelques jours avant.

Avant la guerre, le mouvement ouvrier était particulièrement puissant, tant sur le plan politique, avec des partis socialistes affiliés à la 2ème internationale, que sur le plan syndical. Au Congrès de Bâle, en 1912, la 2ème Internationale adopte à l'unanimité une résolution intitulée « *Guerre à la guerre* », appelant aux manifestations de masse, à la désobéissance, à la grève, à « *tous les moyens* » dont dispose le prolétariat, pour s'opposer à la guerre. La même année, le 12ème congrès de la CGT adopte au Havre une résolution antimilitariste.



Un tract manuscrit de soldats appelant à se mutiner

Comment expliquer que ces résolutions n'ont pas résisté quand les Etats se sont déclarés la guerre ?

Léon Jouhaux, par exemple, dirigeant de la CGT, déclarait lors des obsèques de Jean Jaurès : « *Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre… je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme…* ». Et il conclut « *Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de la civilisation… C'est en harmonie avec cette volonté que nous répondons présent à l'ordre de mobilisation.* » Un reniement absolu.

Lénine et Rosa Luxembourg, avec les militants qui n'ont pas cédé aux vagues chauvines et guerrières, ont dû constater cette faillite des directions ouvrières et y répondre, en tenant bon le drapeau de l'internationalisme. Pour l'expliquer, ils dénoncent, comme ils le faisaient déjà depuis des années, l'adaptation progressive du courant socialiste aux institutions bourgeoises, le culte de la légalité dans les actions, l'intégration du mouvement syndical dont les dirigeants, habitués à gagner de petits acquis, ne voulaient plus renverser l'ordre établi… Et aussi comment le réformisme s'est installé avec les illusions sur les progrès économiques en Allemagne, les illusions sur la République en France…

Ils ne sont plus qu'une minorité, mais ils organisent des conférences internationales pour réunir les opposants révolutionnaires à la guerre de tous les pays, comme pour la première fois à Zimmerwald, en Suisse, en 1915. Lénine souhaitait y faire adopter la perspective de « *la transformation de la guerre en guerre civile révolutionnaire* »… une perspective qui commença à devenir réalité dès 1917, avec les mutineries qui touchent toutes les armées, et la révolution qui commence en Russie et en Allemagne.

Deux journaux anti-guerre se rallient à l'union sacrée, dès le mois d'août 1914, **La Guerre sociale** (anarchiste) titre « *Défense nationale d'abord !* » et **L'Humanité** (socialiste) fait sienne la propagande sur « *l'agression allemande* » pour justifier la guerre.

Dossier 14-18

L'Aquitaine dans la guerre

Pour la première fois, les historiens parlent de « *guerre totale* » pour caractériser la Guerre de 14-18 : une guerre qui mobilise tous les secteurs d'activité (industrie, agriculture, transports, santé…) et toutes les catégories de la population : ouvriers, paysans, femmes, habitants des colonies, petite bourgeoisie. Pour la plupart, les membres de la grande bourgeoisie héritent aussi, avec la fortune, l'éducation et les réseaux, des fonctions de commandement dans l'armée et seront les moins touchés par la violence des combats.

L'Aquitaine, comme toutes les autres régions, est entrainée dans cette logique de guerre totale. Quand le gouvernement s'installe à Bordeaux (entre septembre et décembre 1914), fuyant l'avancée de l'armée allemande en direction de Paris, c'est toute la vie courtisane de la 3ème République qui suit, plus de 30 000 personnes, le faste, le luxe. Un journaliste témoigne « *A Bordeaux, on sable le champagne, on fume, on plaisante… les ministres passent d'agréables journées à Arcachon* ». On y trouve nombre de ministres, anciens socialistes, comme Alexandre Millerand, ministre de la guerre (le premier socialiste qui avait participé à un gouvernement en 1899), ou Jules Guesde, un des fondateurs de la SFIO, devenu ministre sans portefeuille (!), qui deux mois auparavant, votait encore des résolutions contre la guerre avant de se rallier à l'Union sacrée. S'il en fallait encore des preuves, un historien raconte comment l'Etat est entièrement au service de la grande bourgeoisie : « *Le 20 septembre 1914, au musée d'Aquitaine, Alexandre Millerand réunit les grands industriels français. On retrouve à cette réunion Louis Renault, le patron des aciéries de Saint-Chamond, les patrons du Creusot, le secrétaire général du Comité des forges* (ancêtre du MEDEF, ndlr)… *les dirigeants des chemins de fer… ainsi que le général chargé de la mobilisation de guerre. On prend conscience que la guerre industrielle va être perdue. Il s'agit désormais de fabriquer des obus en grande quantité, de développer des forces productives, de se doter d'une artillerie de masse… L'alliance est nouée entre l'armée et les marchands d'armes.* » (*Notre région dans la guerre*, Editions Sud-Ouest).

Toute la vie économique régionale est mise au service de la guerre : métallurgie, premières fabriques d'avion, les ports qui servent à alimenter l'armée avec les produits coloniaux, puis à accueillir les forces militaires américaines, l'agriculture et la viticulture. Il faut multiplier aussi les hôpitaux de l'arrière, pour soigner les dizaines de milliers de blessés.

A Saint-Médard-en-Jalles, les effectifs de la poudrerie montent jusqu'à 18 000 salariés, dont plusieurs milliers de femmes, qui engageront une grève en juin 1917, victorieuse, pour obtenir les mêmes salaires que les hommes.

C'est à Bordeaux aussi qu'arrivent des milliers de tirailleurs sénégalais, engagés forcés qui paieront un lourd tribut à la bourgeoisie française. Des centaines d'entre eux meurent de froid et de maladie dans le camp insalubre du Courneau qui leur est réservé près de La Teste. 48 000 travailleurs indochinois seront déplacés dans les usines d'armement pour produire les millions d'obus que la folie guerrière exige. 40 000 autres seront envoyés dans les tranchées.

A Cadillac, ce sont plus de cinq cents malades psychiatriques, dont plus de deux cents issus des colonies, choqués par la violence de la guerre, qui sont internés, certains dès les premiers mois du conflit. Des malades humiliés, souvent traités de tire-au-flanc par la hiérarchie militaire et médicale, et dont certains y finiront leurs jours, enterrés dans le « *cimetière des oubliés* ».

Dans la région aussi, la colère et la révolte contre la guerre grandissent. Lors de l'offensive d'avril-mai 1917, le 18ème Régiment d'infanterie de Pau est lancé à l'assaut du village de Craonne. Le régiment perd plus de soldats en trois jours que dans les trois années précédentes, près de mille morts et blessés. Quelques jours plus tard, tout le régiment se mutine, les officiers sont attaqués, ils réchappent à des coups de feu. Cinq soldats mutins sont condamnés à mort. *La chanson de Craonne* exprime cette colère qui était celle de millions de soldats et de civils dans tous les pays.

Une colère qui se transforma en mutineries et en révolutions et qui imposa aux Etats et aux bourgeoisies de mettre un terme à la guerre.

Dossier réalisé par François Minvielle et Edouard Soccorsi

De nombreux articles sur ce sujet ont été publiés dans la presse du NPA (hebdomadaire et mensuel national). Vous pouvez les retrouver en allant sur le site national : **www.npa2009.org**

Compte rendu

AG Féministe du CLEF *

Ce mercredi 12 novembre s'est tenue l'AG du CLEF à l'Université de Bordeaux qui a réuni au total plus de 150 personnes, presque que de visages inconnus. Les militantes en sont d'autant plus ravies que très peu de communication a été faite. Le thème de cette AG était « *il ne s'agit pas d'opposer les petits avantages des hommes aux petits acquis des femmes mais bien de tout foutre en l'air* ». De fait, les discussions et débats se sont caractérisés par leur radicalité : la non mixité, la nécessité de la convergence des luttes (luttes féministes, lutte des classe et lutte antiraciste), mais aussi sur l'évidence qu'il y a « *de tout foutre en l'air* » pour vraiment permettre l'égalité.

Il y a eu deux discussions, la première sur la présentation du CLEF, son choix de fonctionnement, de luttes, etc, et la deuxième sur la triple oppression que vivent les femmes noires (oppression de genre, de classe et de race). Cette discussion a été envisagée sous l'angle des normes de beauté occidentales imposées au reste des femmes, notamment la blancheur, et qui ont des conséquences désastreuses sur la santé physique et mentale de ces femmes, au profit des multinationales qui vendent leurs crèmes éclaircissantes à tout va.

Pour le CLEF, cette AG est encore un succès et montre son ancrage maintenant bien affirmé en tant qu'organisation de masse dans le paysage féministe en particulier et politique en général. Ce

moment a aussi été l'opportunité d'ouvrir ses champs de lutte, notamment au niveau de l'intégration des problématiques LGBT, mais aussi anti gouvernementales, anti austérité, anti fascistes, etc.

Chloé

* Collectif en Lutte des Etudiantes Féministes

Anniversaire de la mort de Flora Tristan, pionnière du socialisme et de l'émancipation des femmes

Le 14 novembre 1844, elle mourait rue des Bahutiers à Bordeaux où elle est enterrée au cimetière de la Chartreuse. Fille naturelle d'un officier péruvien, elle épouse à 17 ans à Paris le peintre Chazal dont elle était l'ouvrière coloriste. A 21 ans, et alors que le divorce était interdit, Flora, que son mari menace de prostituer, fuit le foyer conjugal avec ses enfants (dont Aline, future mère du peintre Paul Gauguin) pour travailler comme caissière, harcelée par son mari.

En Angleterre, où elle est au pair, elle découvre l'œuvre de Mary Wollstonecraft, une féministe contemporaine de la Révolution française.

A 30 ans, Flora retournera au Pérou sur les traces de son père et y découvrira l'esclavage et l'exploitation, mais aussi le désarroi de femmes de la haute société péruvienne dans leurs prisons dorées.

Elle rentre à Paris pour lutter contre l'oppression féminine qu'elle a vécue partout. En 1838, victime d'une tentative d'assassinat par Chazal qui avait auparavant enlevé et abusé de sa fille, elle dépose à la Chambre une pétition pour l'abolition de la peine de mort dont il était passible. Il sera condamné à 20 ans de travaux forcés.

Reconnue maintenant, Flora retourne en Angleterre où avec des militants ouvriers chartistes, elle dénonce la situation misérable du peuple travailleur et des prostituées immigrées des banlieues de Londres, tout en entrevoyant les progrès que constituera l'industrie après une révolution sociale.

Dans son livre *l'Union ouvrière*, elle défend l'unité des ouvriers « *contre la propriété et pour le droit au travail* » par delà les sexes et les frontières, pour des Palais ouvriers -sortes de Bourses du travail pour l'étude, l'action, l'épanouissement des opprimé(e)s- car « *Entre le maître et l'esclave (car la femme est pour ainsi dire la propriété de l'homme, la prolétaire du prolétaire), il ne peut y avoir que la fatigue du poids de la chaîne qui les lie l'un à l'autre. Là où l'absence de liberté se fait sentir, le bonheur ne saurait exister (…) La loi qui asservit la femme et la prive d'instruction, vous opprime, vous, hommes prolétaires.* »

A 41 ans, elle mourra épuisée, traquée par la police, après un tour de France pour défendre ses idées, vivant de souscriptions qui servirent aussi à payer l'impression du livre. Parmi ses donateurs : George Sand, Lamartine, des artistes, des bienfaiteurs et beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers…

Mónica

L'essai de Flora Tristan, *l'Union ouvrière*, est consultable gratuitement sur le site numérique de la bibliothèque nationale : http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k81522j/f4.image

Internationalisme

Soutien à Kobané !

Arrêt immédiat des opérations militaires en cours ! Retrait de toutes les troupes impérialistes et en premier lieu françaises !

Nous étions entre 600 et 800 manifestants, à défiler rue Sainte-Catherine le 1er novembre, en soutien à la résistance du peuple kurde à Kobané. La grosse majorité de la manif était amenée par l'association franco-kurde de Bordeaux, soutenue par le NPA, le PC, Solidaires, Ensemble, LO, le MP'EP…

Dans une ambiance de banderoles et de slogans anti Daesh, mettant en avant l'héroïsme des combattants et l'appel à la solidarité internationale, nous avons aussi tenu à dénoncer la politique de l'impérialisme, fauteur de guerre, et en particulier de notre propre impérialisme.

Daesh n'est qu'un produit monstrueux de la folie guerrière de l'impérialisme états-unien et de ses alliés en Irak, de l'occupation militaire impérialiste pour les intérêts des multinationales qui pillent la région.

Nous avons réaffirmé notre conviction que rien de bon pour les peuples ne viendra des interventions de l'impérialisme US, français ou britannique, pas plus que de la Turquie qui nie le droit des Kurdes à l'autodétermination ou de

l'Arabie saoudite, des Émirats arabes et du Qatar qui financent et arment les djihadistes, ou de Poutine et de l'Iran qui soutiennent la dictature sanglante de Assad.

C'est à nous, les salariés, la jeunesse, c'est au mouvement ouvrier et démocratique, c'est aux peuples, qu'il revient par tous les moyens de construire et de développer la solidarité avec le peuple kurde, mais aussi avec la révolution syrienne et la résistance palestinienne. Leur lutte est la nôtre, celle des opprimés partout dans le monde pour la démocratie, la liberté, pour le droit des peuples à décider de leur sort.

Un collectif de soutien au peuple kurde et à Kobané est en train de se constituer à Bordeaux, avec l'association franco-kurde et des organisations politiques et syndicales, dont le NPA est entièrement partie prenante. Des initiatives de soutien sont prévues au mois de décembre.

C.H.

Georges Ibrahim Abdallah : acharnement politique d'Etat.

Le 5 novembre, le Tribunal d'application des peines de Paris a rejeté la neuvième demande de libération pour Georges Ibrahim Abdallah en prison depuis 30 ans et pourtant libérable depuis 1999 (voir liberonsgeorges.over-blog.com).

Cette même « justice » qui avait donné son accord en 2012 mais pour lequel Valls, ministre de l'intérieur, avait refusé de donner l'arrêté d'expulsion vers le Liban demandé. Cette fois-ci, la demande est rejetée car il n'y a pas d'arrêté d'expulsion au préalable !

Comme l'a souligné l'avocat de Georges cela démontre, une nouvelle fois, l'acharnement politique de la part d'un Etat bourgeois contre les militants qui se revendiquent, même après 30 ans derrière les barreaux, des idées anticapitalistes, communistes et révolutionnaires.

Nous étions environ 300 de tout le pays à manifester le 25 octobre à Lannemezan jusqu'à la prison en criant fort « *Georges Abdallah, tes camarades sont là !* ».

C'est ce même 25 octobre qu'avait lieu la manifestation de

Sivens où le jeune militant Rémi Fraisse a perdu la vie, victime de la police.

Il y a une cohérence dans le durcissement répressif de ce gouvernement qui cogne fort et dont le refus de libérer Georges Ibrahim Abdallah tout comme la mort de Rémi Fraisse sont deux symboles de sa politique.

Nous ne lâcherons rien !

J.R.

Jeunes du NPA33

Réunion publique sur la Palestine, l'Irak, l'impérialisme...

Ces derniers mois, et même ces dernières années, l'impérialisme français n'a cessé de faire parler de lui. On pense à l'intervention au Mali par exemple, mais aussi tout récemment, à son implication dans la coalition contre l'état islamique en Irak. Cet été, lors des bombardements israéliens contre le peuple Palestinien, le gouvernement Valls Hollande a fait preuve d'un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël. Il a violemment réprimé les mouvements de solidarité en interdisant notamment certaines manifestations et en traînant en justice certains organisateurs comme notre camarade Alain Pojolat encore menacé de poursuites après l'appel du parquet.

Naturellement, le comité jeunes du NPA Bordeaux a donc décidé d'organiser une réunion publique le jeudi 6 novembre. A l'ordre du jour deux topos : un retour historique sur la situation en Palestine, et une présentation de la situation en Irak et des mécanismes impérialistes. La réunion a rassemblé une quarantaine de personnes, des lycéens, des étudiants, des jeunes travailleurs, et de jeunes chômeurs rencontrés pendant l'été ou sur nos lieux d'études et de travail.

Suite à chaque topo se sont ouvertes des discussions très intéressantes sur le fonctionnement de l'impérialisme, sur sa nature capitaliste et la constatation de cette réalité aujourd'hui. C'était l'occasion de se rendre compte de la responsabilité historique de notre propre impérialisme dans la situation actuelle au Moyen-Orient et de l'implication de nos propres capitalistes aujourd'hui dans la région. Enfin, nous avons discuté des moyens d'action, des perspectives pour la région, un débat évidemment complexe mais plein d'espoir. La réunion se finissant autour d'un apéro, une grande majorité des participants est ressortie motivée pour militer sur ces questions et rejoindre le camp des anticapitalistes, nous en avons d'ailleurs déjà revu une partie lors de nos réunions hebdomadaires.

Damien, comité jeunes Bordeaux

Viva

Patrick Deville, Seuil, 2014

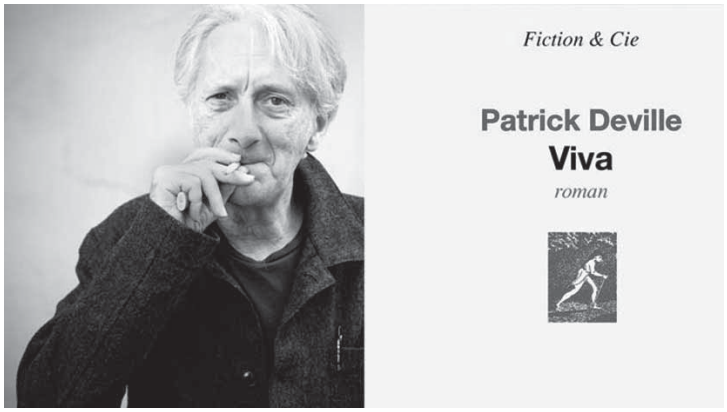
Port de Tampico, 9 janvier 1937. Trotsky vient d'obtenir du président Lazaro Cardenas l'asile politique et débarque, avec son épouse Natalia Ivanovna, au pays de Pancho Villa. Il n'a plus que trois ans à vivre. Il sait que le temps lui est compté, que les sbires de Staline le retrouveront tôt ou tard. Il doit organiser la riposte aux procès de Moscou, fonder la IVe internationale, « *continue d'exil en exil à vouloir transformer le monde et la vie des hommes* ».

Cuernavaca, 2 novembre 1936. L'écrivain anglais Malcolm Löwry s'installe avec sa compagne Jan Gabrial et entreprend, dans la chaleur tropicale et les vapeurs de mezcal, la rédaction de son roman *Au-dessous du volcan*, considéré par beaucoup comme un des romans les plus importants du XXe siècle. Il aurait sans doute voulu agir lui aussi, peser sur le monde, comme Trotsky, mais peut tout juste gérer son couple, sa dépression, son alcoolisme.

Coyoacan, été 37. Trotsky et Löwry, « *après avoir, chacun de son côté, parcouru la planète* », sont dans la même ville, à l'heure où il est minuit dans le siècle, où le fascisme triomphe en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Nicaragua, où la contre-révolution stalinienne impose son talon de fer en URSS, tel est le point de départ du (faux) roman de Patrick Deville. Car ici tout est vrai. L'auteur raconte une page de l'histoire du Mexique à sa façon, décousue, épique. Des personnages originaux vont s'y croiser comme Antonin Artaud, ou encore cet écrivain anarchiste aux multiples pseudonymes (Ret Marut, B.Traven, Torsvan…), auteur du *Trésor de la Sierra Madre* (adapté au cinéma par John Huston), qui, après avoir participé à la révolution allemande de 1918-1919, ira vivre avec les Indiens du Chiapas dans les années 30.

Emporter son lecteur, lui donner envie de lire et pourquoi pas de changer le monde : tel est à coup sûr le parti pris de Patrick Deville. Une définition de la littérature que les révolutionnaires ne peuvent que partager.

Patrick Chaudon



Carnet de Ferdinand

Guillaume Pastureau

A partir de carnets écrits par son arrière grand père Ferdinand qui a participé et survécu aux 4 années de la guerre de 14-18, Guillaume Pastureau nous livre un surprenant et touchant petit ouvrage qui nous fait vivre cette tragique période en seulement quelques dizaines de pages. Un véritable concentré sur la grande et petite histoire de cette boucherie capitaliste.

Ce qui concerne Ferdinand est fidèle à la réalité des carnets qui sont reproduits dans leur « jus » à la fin du livre. Mais, pour l'enrichir, lui donner une dimension plus globale, politique et Internationaliste, l'auteur a créé 4 personnages dont les destins se croisent : Karl l'allemand, Malik le marocain, Thomas l'anglais et Vladimir le russe.

Nous suivons donc ces personnages, et bien d'autres, pendant ces 4 années en accéléré : du départ pour pas longtemps à la peur, la boue, le froid, le sang, les gaz, les souffrances et la mort partout. Et, le poids de tout ça sur les individus comme un certain Léon, prof de philo, va-t-en guerre qui devient anarchiste. Vladimir le jeune travailleur russe qui devient militant révolutionnaire dans son usine. Malik qui n'a pas eu le choix que de venir faire cette guerre et rêve de revoir le soleil d'un Maroc indépendant. Karl qui va croiser dans un train un caporal antipathique… Adolf Hitler ! Thomas qui avec ses camarades anglais voyait la guerre comme un jeu en s'engageant qui va en comprendre toute l'horreur au premier combat. Quant a Ferdinand lui qui avait promis à Victorine de revenir vivant, il se dit qu'il aura eu de la chance de revoir les siens.

Nous vivons aussi la colère qui monte dans les tranchées quand trop c'est trop et qui va s'exprimer notamment avec la chanson de Craonne : « *Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là reviendront, Car c'est pour eux qu'on crève, Mais c'est fini, car les trouffions, Vont tous se mettre en grève* ».

Et ce sont les prémisses de la révolution bolchévique en route avec Vladimir en première ligne …

J.R.

Guillaume Pastureau est un jeune docteur en sciences économiques à Bordeaux, membre d'Attac. Il a édité ce livre à compte d'auteur. Pour se le procurer contactez le : pastureau.guillaume@gmail.com

Pour retrouver l'ensemble de ses travaux : https://sites.google.com/site/pastureau-guillaume

Sur cette putain de guerre, à lire également les BD de Tardi

En France

Florence Aubenas

Ed de l'Olivier

Dans ce livre on retrouve une soixantaine d'articles de Florence Aubenas publiés dans *Le Monde* entre avril 2012 et mars 2014. Il s'agit donc de son travail de journaliste, de reporter, au plus prés des gens dont elle raconte la vie ordinaire mais le plus souvent difficile. Car c'est dans les quartiers, dans les cités, dans les villages, auprès des salarié(e)s, de la population que Florence vient voir, écouter, pour essayer de comprendre ce qui se passe pour eux dans cette société. Quelles conséquences ces années de crise économique, sociale et politique dans la vie de celles et ceux qui les subissent de plein fouet. Plus ou moins.

Elle ne vient pas pour « pondre » un article de plus sur telle ou telle situation de telle ou telle personne ou groupe de personnes en distribuant les bons ou les mauvais points. Elle donne la parole à celles et ceux qui ne l'ont pas souvent, en italique dans les textes.

Il y a bien entendu chaque fois une raison qui fait que Florence se déplace aux quatre coins du pays : des problèmes dans une caisse de la CAF… une ville comme Roanne où la classe ouvrière de la métallurgie et du textile est passée en quelques années de 55 000 à 5000 salarié(e)s… le mariage de deux femmes Joe et Marie dans un village de 9 habitants en Ardèche… les filles de chez Jeannette dont la boite va fermer… le deal dans une cité où le trafic est vécu comme un vrai (seul) travail… les vacances à Beauduc un coin de Méditerranée qui échappe aux règles… l'anniversaire de Narcissa jeune fille Rom de 13 ans dans un squat de St Etienne…

Le fil rouge de ce livre, c'est la montée des idées réactionnaires, de l'extrême droite, avec par exemple une série de 6 articles sur Hénin Beaumont au moment de l'arrivée du FN à la mairie après un siècle de « gauche » dans cette petite ville ouvrière.

Ce livre pourra sembler pessimiste mais il est surtout remuant et révoltant face au manque de perspectives et de rêves pour une autre vie vraiment vivable qui est le sort de ces anonymes à qui Florence Aubenas permet de s'exprimer. Et, on aura compris que la politique a horreur du vide et que plus que jamais il y a besoin des idées anticapitalistes pour changer dans le bon sens cette société insupportable !

J.R.